

Franc-parler

Le journal de l'Union démocratique du centre

Avril 2022

**La Suisse a besoin
d'une armée
forte**

Page 5



**Comment doit-on
aider les réfugiés
ukrainiens ?**

Page 13



**Succès de l'UDC
aux élections
cantonales**

Page 15



Votations populaires du 15 mai **NON** au don d'organes forcé

Pages 7-11



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

**Bulletin de vote pour la votation populaire
du 15 mai 2022**

Acceptez-vous la modification du
1er octobre 2021 de la loi fédérale sur
la culture et la production cinématographique
(loi sur le cinéma, LCin) ?

Réponse

NON

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

**Bulletin de vote pour la votation populaire
du 15 mai 2022**

Acceptez-vous la modification du
1er octobre 2021 de la loi fédérale
sur la transplantation d'organes, de
tissus et de cellules
(loi sur la transplantation) ?

Réponse

NON

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

**Bulletin de vote pour la votation populaire
du 15 mai 2022**

Acceptez-vous l'arrêté fédéral du
1er octobre 2021 portant approbation
et mise en œuvre de l'échange
de notes entre la Suisse et l'Union
européenne (développement de
l'acquis de Schengen) ?

Réponse

Oui

La Suisse a besoin d'une UDC forte

Les journalistes et politologues de gauche s'en prennent volontiers à l'UDC. Mais ils ont les yeux bandés : nous sommes le parti le plus fort du pays et la seule entité politique à lutter de manière conséquente pour la liberté et la sécurité. Ensemble, nous gagnerons les élections de 2023 !

Une fois de plus, dénigrer l'UDC est de mise ! Nos adversaires prétendent que notre parti sympathise avec Vladimir Poutine, qu'elle est en méforme, qu'elle se trompe de thèmes et qu'elle n'a pas de leader. C'est évidemment faux : l'UDC est la force politique la plus puissante de notre pays ! Parlons des faits. Je parcours tous les cantons et j'ai de nombreux échanges avec les sections, de Genève à Saint-Gall et de Bâle à Lugano. Ce qui me frappe : nos thèmes de la sécurité et de la liberté ne sont pas seulement pertinents, ils sont plus actuels que jamais ! L'UDC est le seul parti qui s'engage de manière conséquente pour un renforcement de l'armée, pour davantage de denrées alimentaires produites localement et pour un approvisionnement en électricité sûr.

Indéniable également : depuis 2019, nous avons enregistré des succès importants. Nous avons gagné les votations sur l'interdiction de la burqa, sur les initiatives agricoles néfastes et sur la loi extrême concernant le CO2. Le non à cette loi de

gauche montre que notre combat de longue haleine pour une politique énergétique raisonnable a porté ses fruits. La crise du Covid l'a également démontré : ce n'est que grâce à notre détermination que nous avons eu en Suisse une politique de mesures un tant soit peu raisonnable. En outre, des succès ont été enregistrés lors des élections dans les cantons du Valais et de Fribourg, où l'UDC est à nouveau représentée au gouvernement. Il est vrai que nous avons aussi subi quelques pertes lors d'autres élections cantonales. Mais revenons là aussi aux faits : En comparaison avec le PS, le PLR et le Centre, l'UDC est le parti qui a perdu le moins de mandats.

Et nous n'en resterons pas là : nous voulons progresser lors des élections fédérales de l'année prochaine. Pour ce faire, nous devons tous nous engager. J'insiste encore pour affirmer que le programme de l'UDC est le programme taillé pour la Suisse. Nous

nous engageons pour la neutralité armée, pour un haut degré d'autosuffisance alimentaire et pour un approvisionnement énergétique indépendant, sûr et bon marché.

La Suisse a besoin d'une UDC forte. Et une UDC forte a besoin de membres motivés et combattifs. Luttons ensemble pour une Suisse sûre et libre ! Je peux vous l'assurer : en tant que président, je donne tout pour le succès de l'UDC. Avec le soutien de vous toutes et tous, nous gagnerons. Je compte sur vous. A bientôt pour un apéro en commun !



Marco Chiesa

Conseiller aux Etats et président de l'UDC Suisse



"La stratégie énergétique gauche-verte a clairement échoué"

Le déficit d'approvisionnement en électricité est dramatique, affirme la conseillère nationale et entrepreneuse Magdalena Martullo-Blocher. Dans une interview, elle présente les exigences de l'UDC et explique comment résoudre le problème.

Madame Martullo-Blocher, différents services fédéraux mettent en garde contre une grave pénurie d'électricité d'ici quelques années déjà. La situation est-elle grave ?

Dramatique, en effet ! La stratégie énergétique gauche-verte repose sur une stratégie d'importation. Or, l'UE manque elle-même d'électricité. Les panneaux solaires produisent peu en hiver en raison du faible ensoleillement, et l'électricité manquera dès l'hiver 2024/25. Même un développement massif du photovoltaïque ne résoudra donc pas la pénurie.

Quelles sont les causes de cette débâcle qui s'annonce ?

La stratégie énergétique 2050 de la Gauche et des Verts a clairement échoué. Elle a fait miroiter aux citoyens des châteaux en Espagne en leur faisant croire que les énergies alternatives assureront l'approvisionnement dans le futur. C'est irresponsable ! Nous devons enfin faire face aux réalités, prendre en compte les problèmes réels et les résoudre.

L'impression qui domine est que les responsables - du Conseil fédéral à l'industrie électrique - se renvoient la balle et que personne ne prend véritablement les choses en main.

La conseillère fédérale Sommaruga est responsable du secteur énergétique. Elle prétend que ce sont les entreprises d'électricité et donc leurs actionnaires, les cantons, qui sont responsables de l'approvisionnement. Mais ceux-ci rétorquent que le secteur est désormais en mains privées et qu'ils peuvent dès lors agir sans tenir compte de l'approvisionnement du pays, en Suisse comme à l'étranger. C'est pourquoi l'UDC demande que l'approvisionnement en électricité de la Suisse, qui doit être sûr, indépen-

dant et bon marché, soit repris en main et imposé par les responsables de l'Etat. Une votation populaire serait alors possible.

Que devons-nous faire pour répondre à cette exigence de l'UDC ?

Différentes variantes doivent être examinées sérieusement. Les avantages et les inconvénients des différentes formes d'énergie doivent être mis en évidence et soupesés. Voulons-nous vraiment qu'une minorité empêche un nouveau développement de l'énergie hydraulique, qui n'émet pas de CO₂ et qui a fait ses preuves, comme vient de le décider le Tribunal fédéral ? Les conditions-cadres politiques, notamment en ce qui concerne les procédures d'autorisation et les oppositions, doivent être repensées. Nous devons dès aujourd'hui nous atteler au remplacement des centrales nucléaires, sinon nous arriverons trop tard. Il faut non seulement prendre en compte les nouvelles technologies, mais aussi les nouvelles générations de centrales nucléaires !

Comment protéger la classe moyenne et les entreprises de la hausse des prix de l'énergie et des taxes ?

En arrêtant de renchérir massivement l'énergie - qui est en fait bon marché - par des subventions, des taxes et des impôts ! La proposition de l'UDC de réduire les taxes sur les carburants a été acceptée en raison des prix élevés de l'essence, les taxes de 7 centimes/

litre sont ainsi supprimées. Or, selon la conseillère fédérale Sommaruga, le subventionnement des énergies alternatives coûte déjà 7 milliards de francs à la seule Confédération ! Nous devons à nouveau renforcer notre autosuffisance énergétique, comme pour les denrées alimentaires et l'armée. Nous serons ainsi moins exposés aux lois du marché et aux puissances internationales !



La conseillère nationale Magdalena Martullo Blocher siège à la commission de l'économie du Conseil national et dirige l'entreprise EMS-Chemie. Elle livre son expertise sur l'approvisionnement électrique.

L'urgence alimentaire

Afin de parer à la crise alimentaire imminente due à la situation en Ukraine, j'ai déposé début mars une motion au Conseil national, demandant au Conseil fédéral des mesures provisoires et concrètes, permettant de renforcer la production de denrées alimentaires indigènes.



par Jacques Nicolet
Conseiller national
Lignierolle (VD)

La situation actuelle en Ukraine va nous conduire pour quelques années vers une crise alimentaire de niveau mondial et nous ne serons pas épargnés. Cette crise, additionnée à la perte des terres agricoles enregistrée ces 30 dernières années de l'ordre de 1m2 par seconde (environ 8,5ha par jour), nous rendra encore plus tributaire des importations de denrées alimentaires.

afin de répondre à la croissance de la population en Suisse de près de 30% en 30 ans, dépassant les 8,7mio d'habitants aujourd'hui.

Agir aujourd'hui pour pouvoir manger demain

Nous savons, que la production de denrées alimentaires ne se fait pas d'un coup de baguette magique, mais qu'il faut tout d'abord disposer des plants ou des graines nécessaires pour les mettre en terre avant d'attendre plusieurs mois nécessaires au développement et la maturation de la culture. Ce sont donc les mesures que nous prendrons aujourd'hui qui seront la nourriture des prochaines années. Ma motion ne vise pas à un af-

productives, telles que jachères et bandes culturales extensives, par des cultures assurant la production de denrées alimentaires.

- suspendre le prochain train d'ordonnances du Conseil fédéral qui prévoit de consacrer à la promotion de la biodiversité 3,5% des 400'000ha de terres assolées (14'000ha), ce qui permettrait la production de denrées alimentaires sur l'ensemble des terres assolées.
- Surseoir aux mesures de réduction de production et permettre une marge de tolérance pour les apports d'intrants dans les bilans de fumure.
- Faire face à la pénurie imminente des sources protéiques pour l'affouragement des animaux en autorisant à nouveau l'utilisation des protéines animales parfaitement adaptées à certaines catégories d'animaux, telles que la volaille et les porcs.
- Parer aux stocks alimentaires insuffisants face à une crise majeure en stimulant et encourageant la production de céréales panifiables, d'oléagineux, de pommes de terre, de divers légumes et de betteraves à sucre.
- Mettre les moyens financiers à disposition pour assurer ces différentes mesures.



La guerre en Ukraine menace l'approvisionnement alimentaire mondial. C'est pourquoi la Suisse a plus que jamais besoin d'une agriculture forte et productrice et d'une moindre dépendance vis-à-vis de l'étranger.

Ces terrains qui pour une grande partie ont été pris dans les meilleures terres cultivables, ne sont aujourd'hui plus disponibles à la production agricole. Ils ont été consacrés à la construction de diverses infrastructures et de logements

faiblissement de la biodiversité, mais demande au Conseil fédéral des mesures concrètes telles que :

- Remplacer les 3'500 hectares consacrés à des pratiques culturales im-

Alors que nous sommes déjà tributaires de l'importation pour la moitié du contenu de nos assiettes et que cette crise va encore renforcer notre dépendance, il est de notre responsabilité de prendre des mesures concrètes pour assurer l'approvisionnement de notre population en denrées alimentaires indigènes.

Indépendance et liberté : l'armée est notre dernier recours !

La guerre en Ukraine a laissé le monde sous le choc. Ce que beaucoup ne voulaient plus imaginer est devenu une amère réalité : nous sommes à nouveau en guerre en Europe ! Ce n'est que grâce à l'UDC qu'il existe encore une défense nationale dans notre pays. L'armée a désormais un besoin urgent de plus d'argent et de soldats.



par David Zuberbühler
Conseiller national
Herisau (AR)

Nous ne vivons pas dans un monde de bisounours, comme nous l'ont trop longtemps laissé croire les partisans de la suppression de l'armée, le GSsA en particulier suivi par la Gauche pastèque! Les médias et les partis de gauche se sont beaucoup moqués des "va-t-en-guerre" de l'UDC. Il s'avère désormais que la paix ne va pas de soi. Et alors que personne ne sait comment ce conflit va évoluer, l'importance d'une armée bien équipée nous est rappelée de manière drastique.

Notre armée de milice garantit aux citoyens leur vie et leur intégrité corporelle, leur propriété, leurs droits démocratiques directs et, en fin de compte, le territoire de notre Confédération. L'armée – nous autres citoyennes et citoyens – protège et défend l'intégrité de notre territoire et ses habitants contre toute agression extérieure. C'est pourquoi ce dernier rempart de notre souveraineté et de notre liberté ne doit jamais faire défaut !

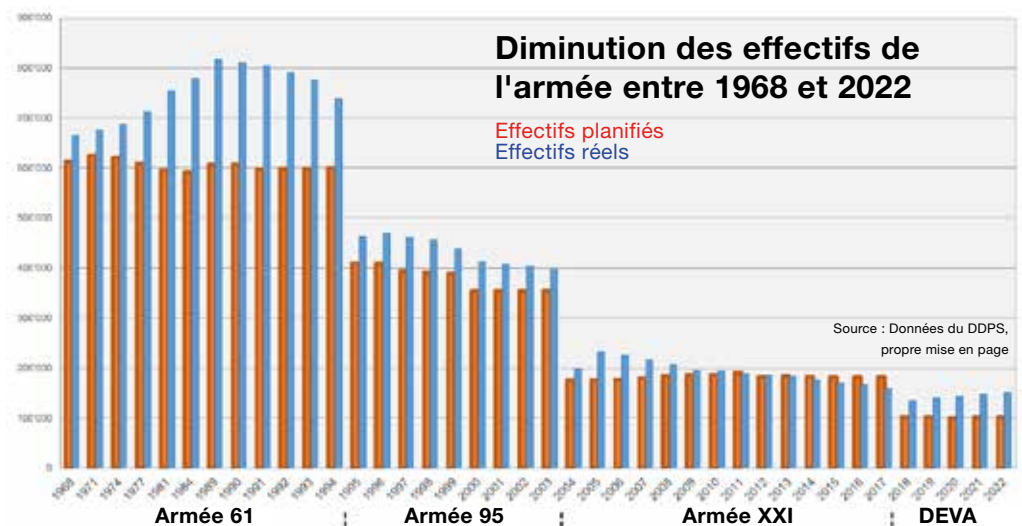
La commission ad hoc dit oui à une augmentation du budget de l'armée

La Suisse a une armée de défense ! Nous n'avons pas une armée pour agresser, mais une armée de citoyens pour préserver notre indépendance. C'est pourquoi la Suisse n'est pas membre de l'OTAN et n'appartient pas non plus à l'UE et à sa politique commune de sécurité et de défense. Notre pays fait confiance à sa neutralité armée, qui a fait ses preuves. Celle-ci nous a préservés des conflits depuis plus de 200 ans.

En raison des événements géopolitiques, il est maintenant temps d'augmenter sensiblement les dépenses de notre armée. Celle-ci ne reçoit actuellement que 0,7 pour cent du produit intérieur brut. C'est l'un des indices les plus bas au monde et bien trop faible si l'on considère que l'objectif de l'OTAN ascende les deux pour cent. La Commission de la politique de sécurité du Conseil national a reconnu les signes du temps. Par 13 voix contre 9, elle a déposé une motion lors de sa séance de mars. Cette intervention charge le Conseil fédéral d'augmenter progressivement les dépenses de l'armée à partir de 2023. D'ici 2030, l'armée devra disposer d'au moins 1 pour cent du produit intérieur brut ou de

fédérale ne pourrait plus être rempli actuellement. La raison est simple : notre armée serait trop réduite en cas d'urgence. Rien d'étonnant à cela, puisque ses effectifs n'ont cessé de régresser depuis la fin de la guerre froide, passant de plus de 600'000 (Armée 61) à 100'000 militaires actuellement.

Or, la guerre et aux portes de l'Europe ! La sécurité doit redevenir la priorité absolue de notre pays. C'est la seule façon de préserver notre indépendance et notre liberté, aujourd'hui comme demain ! A cet égard, la neutralité armée reste le moyen le plus sûr de préserver les intérêts de la Suisse en cas de guerre. Elle présuppose toutefois une dé-



Alors que l'Europe occidentale est menacée par une guerre à ses frontières, la Suisse a réduit drastiquement le nombre de ses soldats en raison des utopies de la gauche.

7 milliards de francs. L'intervention sera prochainement soumise au Parlement.

La neutralité armée est aussi valable aujourd'hui

Il est impératif d'augmenter également les effectifs de l'armée, notre meilleure garantie contre les menaces extérieures. D'un point de vue militaire, le mandat constitutionnel de l'article 58 de notre Constitution

de défense nationale crédible. Le conflit ukrainien montre de manière claire qu'au 21^e siècle, un pays ne doit pas se contenter de défendre sa liberté dans le cyberspace. Mais aussi concrètement sur le terrain. Nous avons besoin d'une armée capable de préserver notre sécurité ! Il est donc urgent de remettre les pendules à « minuit moins une...seconde » pour assurer notre indépendance et notre sécurité.

Don d'organes forcé ?

L'État a-t-il le droit de s'appropriier les corps de ses citoyens ? C'est exactement ce qui se passe avec la loi sur la transplantation ! Elle fait automatiquement de tous ceux qui ne disent pas clairement non des donneurs d'organes. Or, le silence ne signifie pas le consentement ! C'est pourquoi il faut dire non à la loi sur la transplantation.

➡ **Il ne faut pas que le droit à l'intégrité de son corps doive être revendiqué !**

L'art. 10, al. 2 de la Constitution fédérale garantit le droit à l'intégrité physique et psychique et à l'autodétermination. Ce droit est violé par la nouvelle loi ! Or, l'État doit protéger les citoyens et garantir leurs droits.

➡ **La Commission nationale d'éthique** rejette la loi sur la transplantation parce qu'elle porte atteinte au droit à l'intégrité. De plus, l'éthique médicale exige le consentement explicite du patient pour tout acte médical, même pour un simple prélèvement de sang. Désormais, cette exigence serait supprimée pour la plus importante de toutes les interventions, à savoir le prélèvement d'organes ?

➡ **Pas d'exploitation des personnes les plus vulnérables !**

De nombreuses personnes issues de milieux modestes auront du mal à faire enregistrer leur opposition. Deviendront-elles des donneurs d'organes forcés contre leur gré ?



NON

NON au don d'organes forcé

La modification de la loi sur la transplantation prévue par le Conseil fédéral et le Parlement est très proche d'une obligation forcée de don d'organes et viole ainsi le droit fondamental à l'intégrité physique et à l'autodétermination garanti par la Constitution. Le projet doit donc être rejeté. La pénurie d'organes doit être résolue en incitant la population à faire librement un don volontaire.



par Albert Rösti
Conseiller national
Uetendorf (BE)

Grâce au succès du référendum, la population pourra voter le 15 mai sur la modification de la loi fédérale sur la transplantation d'organes, de tissus et de cellules (loi sur la transplantation).

Aujourd'hui, une personne décédée doit donner son consentement de son vivant à un don d'organe pour que la transplantation soit autorisée. S'il n'y a pas de consentement et qu'aucun proche ne consent au prélèvement d'organes, celui-ci est interdit. En particulier lorsqu'il n'y a plus de proches.

Le Conseil fédéral et la majorité du Parlement veulent à présent transformer ce « modèle de consentement » en un « consentement inversé ». Les personnes qui ne souhaitent pas faire don de leurs organes après leur mort doivent désormais le faire savoir expressément et au préalable. Sans opposition et sans veto des proches parents, les organes et les tissus pourront être automatiquement prélevés après le décès.

Il s'agit là d'une atteinte considérable au droit fondamental à l'intégrité physique et à l'autodétermination garanti par la Constitution. En effet, à l'avenir, ce droit fondamental devra être proactivement revendiqué, sinon notre propre corps deviendra une propriété de l'État qui pourra être utilisée à volonté comme stock de pièces détachées par ce dernier.

Malheureusement, le modèle du consentement n'a pas obtenu la majorité.

Même si le don d'organes est une question sensée, importante et nécessaire, chaque personne doit pouvoir en décider librement. Avec la solution choisie, cette autodétermination est fortement réduite. Il y aura toujours des personnes qui ne sauront pas qu'elles devront s'opposer

d'organes. C'est pourquoi l'UDC a présenté le "modèle du consentement" dans le cadre du débat au Parlement. Celui-ci consisterait à écrire à tous les citoyens pour les inviter à se pencher sur la question du don d'organes et, dans la mesure du possible, à y consentir librement dans l'esprit de la solution actuelle. Malheureusement, ce modèle n'a pas obtenu la majorité au Parlement.



Dans un pays libre, la liberté de choix doit également prévaloir sur la question du don d'organes. C'est pourquoi, le 15 mai, il faut dire NON à la loi sur la transplantation !

activement à un don d'organe de leur vivant. Il ne sera jamais possible d'atteindre tout le monde avec des informations. Les proches, qui devraient alors prendre la décision, seront soumis à une pression considérable pour qu'ils décident, dans certaines circonstances, même contre la volonté du défunt.

Il est bien entendu nécessaire d'augmenter le nombre de donneurs

Dans la difficile pesée des intérêts entre la nécessité d'augmenter le nombre de donneurs d'organes et le droit fondamental à disposer de son propre corps, l'autodétermination doit prévaloir dans un pays libéral.

C'est pourquoi un NON clair à la modification de la loi sur la transplantation doit être glissé dans l'urne.

Ne rendons pas nos policiers et nos douaniers aveugles !

En refusant Frontex nous renoncerions à l'accès aux diverses bases de données de l'espace Schengen : empreintes digitales, visas, véhicules volés, mandats d'arrêt, personnes recherchées, cela priverait nos forces de l'ordre d'importantes informations.



par Jean-Pierre Grin
Conseiller national
Pomy (VD)

Le 15 mai 2022, la Suisse votera sur une augmentation de sa contribution à Frontex, l'agence européenne pour la gestion des frontières. Frontex coordonne la surveillance des frontières extérieures de l'espace Schengen, dont la Suisse fait partie.

C'est pourquoi notre pays doit apporter sa part de contribution. Ce faisant, nous protégeons notamment nos frontières

Au 21^e siècle, la sécurité de notre pays dépend de nombreux facteurs. Parmi ceux-ci : la capacité de nos autorités policières de coopérer avec leurs homologues européens et internationaux, cela dans un monde de plus en plus mobile où chaque jour, 1,3 million de personnes traversent nos frontières.

Jusqu'à 60 personnes dangereuses signalées par jour

Pour améliorer la lutte transfrontalière contre la criminalité, les États Schengen ont constitué une base de données d'investigation qui se déploie à l'échelle européenne. En Suisse romande, on se rappelle tous des attaques spectaculaires de fourgons blindés entre 2017 et 2019 et

Comme l'accord de Schengen est juridiquement lié à celui de Dublin, la Suisse ne pourrait donc plus renvoyer dans l'État membre de l'espace Dublin responsable, les demandeurs d'asile dont l'examen de la demande ne relève pas de sa compétence, en vertu de l'accord de Dublin. Si bien que notre pays devrait examiner intégralement toutes les demandes.

Asile : jusqu'à 1 milliard de francs par an sans Schengen

Autrement dit, notre pays devrait donc traiter plus du double de demandes d'asile qu'à l'heure actuelle. Il est difficile d'évaluer les coûts supplémentaires occasionnés, mais selon une étude la Suisse pourrait avoir à assumer plus de 1 milliard de francs par an. Les accords de Schengen et de Dublin ont aussi une grande importance économique, pour l'industrie du tourisme. Sans le visa Schengen, l'industrie du tourisme, déjà fortement mise à mal par la crise du coronavirus, risque de perdre jusqu'à 530 millions de francs par an.

Le Conseil fédéral et le Parlement veulent que la Suisse participe à l'élargissement de Frontex. Il est dans l'intérêt de la Suisse de participer aux contrôles des frontières extérieures et à la maîtrise des mouvements migratoires, et de garantir ainsi la liberté de circulation dans l'espace Schengen.

Mesdames et Messieurs, vous l'aurez compris, le 15 mai prochain, nous ne votons pas uniquement sur Frontex, mais surtout sur l'association de notre pays aux accords de Schengen et de Dublin. Ne rendons pas aveugles nos policiers et nos douaniers, et disons OUI à la révision Frontex !



Tant que la Suisse est membre de Schengen, nous sommes tributaires de la protection des frontières extérieures. Et pour la gestion de la migration illégale, une collaboration avec d'autres pays est judicieuse.

et favorisons la sécurité en Europe, nous assumons nos responsabilités et renforçons la coopération avec nos partenaires européens. De plus, nous préservons notre liberté de circulation au sein de l'espace Schengen.

c'est grâce à notamment au système Schengen que la police française a pu arrêter les bandes criminelles de la banlieue lyonnaise en 2020. Ce succès des recherches a été précédé d'une intense collaboration entre la France, la Suisse et les Cantons.

Baisser la garde à nos frontières en pleine crise migratoire ? Non !

En ratifiant les accords Schengen-Dublin en 2005, les Suisses ont pris le risque de sous-traiter le contrôle de nos frontières à l'Union européenne. L'idée est simple : abandonner le contrôle systématique des personnes aux frontières nationales et prier pour que le contrôle des frontières extérieures de l'espace Schengen-Dublin fonctionne. Le résultat ? Les frontières extérieures sont des passoires et les nôtres aussi. Ce qu'on nous propose pour y remédier ? Un emplâtre sur une jambe de bois.



par Jean-Luc Addor
Conseiller national
Savièse (VS)

Frontex, c'est un corps hétéroclite de gardes-frontières et de gardes-côtes alimenté par les pays membres, dont la Suisse depuis 2011. Sa mission : être le gardien de ce système d'inspiration cosmopolite. Les moyens lui manquent. D'ici à 2027, la Suisse est donc appelée à payer plus cher (61 millions au lieu de 24 en 2021) et à fournir plus de personnel (40 agents des douanes).

Le référendum qui nous amène aux urnes émane de la gauche et des verts (ça revient au même !). Leur objectif : ouvrir nos frontières plus qu'elles ne le sont déjà à l'immigration de masse.

Inutile de le dire : cet objectif est l'inverse du nôtre. Est-il pour autant raisonnable et surtout dans l'intérêt du Pays de camoufler la faillite de Schengen-Dublin en allouant plus d'argent et de personnels à un système qui n'a jamais fonctionné ?

Pour se prémunir contre l'immigration de masse et la criminalité transfrontalière, l'UDC n'a jamais cru qu'au contrôle autonome de nos frontières, élément-clé de notre souveraineté. L'afflux de personnes déplacées par la guerre en Ukraine, qui vient hélas s'ajouter à la pression de l'immigration planétaire de masse (dont rien n'indique qu'elle faiblisse), doit-elle nous inciter à réorienter notre politique ? Evidemment non ! Au contraire même. Car l'aff-

lux des personnes déplacées, à un rythme régulier d'environ 1000 par jour, démontre si cela était encore nécessaire l'inefficacité du système Schengen-Dublin à contenir les flux migratoires.

Les 40 douaniers qu'on nous propose d'envoyer aux frontières extérieures, c'est très exactement l'effectif supplémentaire que le Parlement avait autorisé dans

plus dans une direction que l'UDC a toujours refusée : une intégration toujours plus poussée de la Suisse au sein de l'UE.

A terme, il faut reprendre le contrôle de nos frontières

Alors que nous devons faire face à une crise migratoire sans précédent, l'heure n'est certainement pas à baisser la garde à nos frontières. Elle est bien plutôt



L'UDC était opposée à l'accord de Schengen lors de la campagne de votation de 2005. Tout ce que nous avons alors avancé comme arguments s'est réalisé : Nous avons délégué la responsabilité de nos frontières à l'UE - les contrôles ne fonctionnent pas et le système est coûteux et inefficace.

le budget 2019. Ne seraient-ils pas plus utiles, comme c'était alors l'idée, à nos frontières plutôt que dispersés sur le pourtour d'une frontière qui n'en a jamais été vraiment une ?

Ce développement – un de plus – de l'acquis de Schengen, c'est un pas de

à un changement de cap radical qui doit nous conduire à reprendre le contrôle autonome de nos frontières. La première étape de cette révolution nécessaire, c'est de dire **NON, le 15 mai, à ce bricolage coûteux et inefficace de Frontex**. Il en va de notre sécurité et de notre indépendance.

Un OUI clair à la neutralité armée perpétuelle et à un avenir sûr et libre !

Les délégués de l'UDC Suisse sont attachés à la neutralité de la Suisse. Lors de leur assemblée ordinaire des délégués à Coire, ils ont adopté une résolution demandant au Conseil fédéral de revenir à la neutralité armée perpétuelle. Ils ont également adopté les mots d'ordre en vue des votations du 15 mai 2022 : un non clair à la loi sur la transplantation et à la loi sur le cinéma (Lex Netflix), un oui à Frontex.

La neutralité, inscrite dans notre Constitution, est l'un des piliers de la Confédération garantissant notre sécurité et notre paix depuis plus de 200 ans.

Pour le conseiller national Roger Köppel (ZH), les autres partis et la majorité du Conseil fédéral ont perdu la tête : ils ont cédé à la pression de l'étranger et abandonné la neutralité, « le principal instrument de sécurité de la Suisse ». Pour le président du parti, Marco Chiesa, la po-

litique suisse est désormais une politique de poule mouillée. « La plus grosse de ces poules est le PLR, visiblement ».

Son président Thierry Burkart exige en effet un « rattachement » de la Suisse à l'OTAN, alors que cette organisation est clairement à but offensif.

Les délégués abondent en ce sens, par l'adoption d'une résolution idoine par 303 voix pour, 1 contre et 1 abstention.



Le conseiller national Roger Köppel lors de son discours sur la neutralité à Coire.



ELECTRISEZ VOTRE VIE.



Plus de 25 ans d'expertise en électrification.

Lancez-vous dans l'aventure électrique avec jusqu'à 10 ans de garantie.

Garantie de 10 ans ou 160'000 km à compter de la 1^{re} immatriculation (selon première éventualité), activée lors du service, valable sur tous les véhicules Toyota. Vous trouverez des informations détaillées dans les dispositions applicables en matière de garantie sur toyota.ch.

IMPRESSUM

FRANC-PARLER | FRANC-PARLER est une publication de l'Union démocratique du centre UDC | Edition : 5'500 | Éditeur et rédaction: Stiftung SVP-Parteizeitung, Generalsekretariat, Postfach, 3001 Bern | Tél. : 031 300 58 58 | Fax : 031 300 58 59 | franc-parler@udc.ch | www.udc.ch | Crédits photos: UDC Suisse, Goal AG, VBS/DDPS (T.Cunz; N. Pitaro), Services du Parlement 3003 Berne, Unsplash.com

Un marché télévisuel réglementé par l'État ? NON merci !

Avec la nouvelle Loi sur le Cinéma l'État veut à nouveau nous mettre sous tutelle. La "Lex Netflix" nous impose un impôt spécial scandaleux et dicte aux consommateurs ce qu'ils doivent regarder en leur imposant des quotas de films. Une aberration en matière de politique de régulation !



par David Trachsel
Président Jeunes UDC
Bâle (BS)

La nouvelle Loi sur le Cinéma impose aux chaînes privées suisses comme 3+ ou blue TV de Swisscom, ainsi qu'aux fournisseurs de services de streaming comme Netflix, Disney+ ou Amazon Prime, de verser quatre pour cent de leur chiffre d'affaires brut à la promotion du cinéma suisse. Il est clair que cet impôt spécial injuste sera finalement répercuté sur les consommateurs. En d'autres termes, nous serons tous pénalisés par des frais d'abonnement au streaming plus élevés et des blocs publicitaires télévisés plus nombreux et plus longs.

Seule la SSR, financée par les redevances obligatoires, fait exception. Sa suprématie sera encore renforcée par l'affaiblissement de la concurrence privée.

Un "quota européen" de 30 pour cent : une atteinte absurde à la liberté économique

Les fournisseurs de services de streaming seront désormais contraints

d'alimenter 30 pour cent de leur offre avec des films et des séries provenant d'Europe. Ce quota absurde de films, qui trouve son origine dans l'UE, nous impose à nous, citoyens, la consommation télévisuelle privée. La nouvelle loi sur le cinéma crée un précédent grave et constitue une atteinte inacceptable à la liberté économique ! Pour promouvoir les écrivains suisses, on pourrait ensuite imposer un "quota européen" aux librairies.

Le lobby du cinéma déjà privilégié aujourd'hui

Aujourd'hui déjà, les producteurs suisses sont subventionnés de manière plus que généreuse. Rien que pour l'année 2019, cela représentait plus de 120 millions de francs. Ce qui permet de réaliser toutes sortes de projets de films qui n'intéressent guère le public. Et les films qui sont défendus comme une contribution à la "promotion culturelle"

ne sont en réalité souvent que des productions teintées de gauche.

Pourtant, ce qui vaut partout dans l'économie devrait s'appliquer aussi au cinéma : la qualité comme priorité ! Mais le lobby du cinéma suisse mise plutôt sur "l'Etat-nouveau", qui assure son existence par des quotas et la contrainte au détriment d'autrui. Une situation à combattre, car il



Le parlement de centre-gauche, jamais à court d'idées pour taxer toujours plus les gens, s'attaque maintenant au porte-monnaie des consommateurs de streaming avec la "Lex Netflix". L'UDC vous recommande de voter NON !

Ou encore plus absurde : on imposerait à tous les restaurants que 30 pour cent de leurs menus soient des plats européens.

Nous sommes d'un autre avis : chaque citoyen suisse doit pouvoir décider lui-même ce qu'il souhaite visionner. De même, les entreprises privées doivent décider elles-mêmes ce qu'elles souhaitent proposer.

est inadmissible que des parlementaires taxent la consommation des jeunes et utilisent cet argent pour leur politique clientéliste.

Les Jeunes UDC ont lancé, avec d'autres partis de jeunes, un référendum contre la modification inappropriée de la Loi sur le Cinéma. Merci de voter NON à cette loi le 15 mai prochain.



Elaborer la politique ?
S'engager dans une activité variée au sein d'une équipe engagée ?

Collaborateur/trice scientifique au secrétariat général du plus grand parti de Suisse

Le secrétariat général est le prestataire des services de l'UDC. Les collaborateurs scientifiques soutiennent le parti avec leur savoir-faire professionnel et leurs compétences organisationnelles. Les tâches principales sont les suivantes : soutien aux membres des commissions et au groupe parlementaire, élaboration d'interventions parlementaires et de papiers de position, préparation et suivi des élections et votations fédérales.

Le secrétariat général de l'Union démocratique du centre (UDC) cherche **pour le 1^{er} juillet ou à convenir un/une**

Collaborateur/trice scientifique (100%)

Votre profil :

- Diplôme académique ou formation jugée équivalente
- Intérêt pour la politique suisse
- Aisance dans l'expression orale et écrite
- Bonnes connaissances en informatique (en particulier Word et Excel)
- Méthode de travail autonome, précise et efficace avec une bonne disponibilité
- Très bonnes connaissances de l'allemand

Vos tâches :

- Soutenir l'équipe scientifique dans l'encadrement et la coordination des membres des commissions et du groupe parlementaire
- Préparation de projets et rédaction de textes pour le travail parlementaire
- Collaboration à l'élaboration d'interventions parlementaires
- Responsabilité de divers dossiers spécialisés (p. ex. éducation, santé, finances, sécurité, politique étrangère, transports, etc.) au sein du secrétariat général
- Elaboration de documents de fond/de prises de position
- Planification et réalisation de projets et d'événements
- Soutien à la communication

Ce que nous vous offrons :

- Elaboration de projets politiques que vous lirez demain dans le journal.
- Une activité variée au sein d'une équipe engagée
- Une rémunération et des prestations sociales attrayantes
- Un lieu de travail très bien desservi (transports publics, parking) avec une infrastructure moderne
- Un contrat de travail à durée indéterminée
- Une semaine de 42 heures et 5 semaines de vacances

Veuillez envoyer votre candidature complète à : Raphael Vogel, secrétaire du groupe UDC.
E-mail : vogel@svp.ch, pour toute question : 076 385 18 11 - www.udc.ch

**LEASING.
CONDUITE.
ÉMOTIONS.**
LEASING DÈS
CHF 339.-*



MITSUBISHI ECLIPSE CROSS PHEV

*Exemple de leasing: Eclipse Cross PHEV Value, 188ch, Consommation électrique selon 24.2kWh/100km, consommation d'essence normalisée 2.0l/100km; émissions de CO₂ totales 46g/km; catégorie d'efficacité énergétique B. Autonomie en mode tout électrique jusqu'à 55km (cycle urbain). Prix d'achat au comptant CHF 39'950.- TVA comprise Leasing CHF 339.-/mois, durée 36 mois, 10'000km/an, apport CHF 9'987.-, taux annuel effectif 1.09%, hors assurance casco complète obligatoire. Multilease AG n'accorde aucun leasing si celui-ci est susceptible d'entraîner le surendettement du preneur de leasing. Promotion valable du 1.1.2022 au 30.6.2022.

Fig. Eclipse Cross PHEV Diamond, consommation électrique 24.2kWh/100km, consommation d'essence normalisée 2.0l/100km; émissions de CO₂ totales 46g/km; catégorie d'efficacité énergétique B. Autonomie en mode tout électrique jusqu'à 55km (cycle urbain).



Quand les éléphants se battent, c'est l'herbe qui souffre

Ce proverbe africain résume fort bien la guerre en Ukraine. Les échanges de tir frappent durement la population civile qui se retrouve en plein champ de bataille, tout particulièrement en milieu urbain. Peut-être certains non combattants ont-ils été ciblés délibérément, ajoutant à l'horreur.



par Céline Amaudruz
Conseillère nationale
Vice-présidente UDC
Suisse, Genève (GE)

Face à cette situation, la fuite, lorsqu'elle est possible, constitue la seule porte de salut. Nous avons une responsabilité vis-à-vis des déplacés, celle de les accueillir. Le Conseil fédéral a ainsi octroyé le statut de protection S qui permet de recevoir ces personnes chassées de chez elles de manière rapide sans avoir à passer par la procédure d'asile standard. A l'heure actuelle, environ 30'000 personnes sont au bénéfice de ce statut, hébergées grâce à une remarquable mobilisation des pouvoirs publics et des particuliers. Cela dit, il convient de garder à l'esprit que cet accueil présente un caractère temporaire puisqu'il prend fin lorsque la menace pesant sur les bénéficiaires disparaît. Cela signifie que lorsque la situation sera revenue à la normale, les réfugiés S seront invités à rentrer chez eux.

L'aide de la Suisse est légitime

Autre point sur lequel il y a lieu de veiller, ce sont bien les ressortissants ukrainiens qui doivent bénéficier du statut S, non pas les étrangers résidant en Ukraine. Ces personnes sont à même de regagner leur propre pays, ce qui entraîne un traitement différencié des demandes d'accueil. Il ne s'agit nullement de ségrégation mais simplement du plus élémentaire bon sens.

Le groupe UDC aux Chambres fédérales a pris position en faveur d'un accueil rapide et efficace, soutenant l'octroi du statut S. La légitime vague de sympa-

thie dont bénéficient les nouveaux arrivés ne doit toutefois pas nous conduire à réitérer les erreurs commises dans les années 90 lorsque la guerre secouait les Balkans. Le manque de rigueur dont les autorités ont fait preuve à l'époque a conduit à ce que la procédure d'asile en Suisse se transforme en libre-circulation avant l'heure.

La confiance c'est bien, le contrôle c'est mieux

En effet, à part les personnes ayant spontanément regagné leur pays, l'essentiel des requérants a fini par obtenir un permis de séjour chez nous, même en cas d'infractions pénales graves. Cela ne doit pas se reproduire. Ainsi, l'UDC exige que le statut S soit retiré à tous les bénéficiaires se rendant coupables de crimes et délits. Notre parti réclame un examen régulier, tous les trois mois, de la situation sur place

afin de lever le statut S dès que les conditions ne le justifient plus.

Cette mesure doit être accompagnée d'une aide aux populations sur place et d'une préparation au retour. Nous demandons également que les personnes déplacées, essentiellement femmes et enfants puisque les hommes ne sont pas autorisés à quitter l'Ukraine, ne soient pas mélangées avec les demandeurs d'asile classiques, notamment les hommes musulmans.

En résumé, l'UDC plaide en faveur d'un accueil rapide et d'une prise en charge efficace des personnes déplacées tout en assurant la rigueur nécessaire afin que notre devoir d'assistance ne se transforme pas en nouvelle vague migratoire avec à terme le regroupement familial.



Actuellement, ce sont surtout des femmes et des mères avec leurs enfants qui fuient l'Ukraine. Leur destination est les pays voisins de l'Ukraine, notamment la Pologne et la Hongrie. L'UDC demande au Conseil fédéral d'apporter une aide sur place dans les pays d'accueil plutôt que de faire venir les personnes déplacées par la guerre en Suisse.



De gauche à droite : Christoph von Rotz, président du Grand Conseil 2021/22, Monika Rüegger, conseillère nationale et Daniel Wyler, conseiller d'Etat et Landamman 2021/22.

Obwald a renouvelé son gouvernement et son parlement cantonal

Le Landammann Daniel Wyler a pu défendre avec succès le siège au Conseil d'Etat que l'UDC avait gagné pour la première fois il y a quatre ans, et l'UDC Obwald a augmenté sa part électorale de 1,1%.



par Monika Rüegger
Cons. nationale et prés,
UDC NW, Engelberg



De nombreuses manifestations, des thèmes locaux : des élections réussies pour l'UDC Nidwald



par Roland Blättler
Président UDC NW
Kehrsiten (NW)



L'UDC de Nidwald a mené une campagne électorale très engagée : avec un véhicule électoral, des vidéos, des annonces et de nombreuses manifestations. Sous la devise "Miar hend Sorg zu Nidwaldä" (Nidwald nous est précieux), nos candidats se sont rendus dans toutes les

communes. Les manifestations cantonales sur la menace de la crise de l'électricité et la venue du conseiller fédéral Ueli Maurer ont suscité un grand intérêt du public. L'UDC a été le seul parti à miser sur des thèmes cantonaux : par exemple, le renforcement de l'artisanat local dans les marchés publics et les limites de l'enseignement inclusif. L'UDC a pu conserver ses sièges au parlement cantonal. Les deux conseillers d'Etat Michèle Blöchliger et Res Schmid ont été réélus haut la main. Avec Armin Odermatt, l'UDC a échoué de peu pour obtenir un troisième siège à l'Exécutif.



Le soleil de l'UDC de Nidwald a brillé lors des élections cantonales qui se sont déroulées depuis le début de l'année partout en Suisse.

Le système à la proportionnelle nous a néanmoins coûté deux sièges au Grand Conseil. Le PDC a pu gagner trois sièges grâce à son apparentement avec les Vert'libéraux (PVL) - qui se présentaient pour la première fois - bien qu'il ait perdu 1,7% de parts de suffrages. Les grands perdants sont le Centre gauche (PCS) - réduction de moitié des sièges - et le PS avec 2 sièges en moins. Le PVL est désormais représenté par 2 sièges.

Après plus de 100 ans de présence, le PLR n'est plus représenté au gouvernement d'Obwald avec le départ de Maya Büchi. Le Centre/PDC récupère son deuxième siège au gouvernement. D'un point de vue bourgeois-libéral, cette évolution est regrettable, la politique du gouvernement obwaldien devrait devenir plus étatiste et basculer à gauche.

En revanche, l'électorat a approuvé la politique de l'UDC avec 25,6% de parts de suffrages, confirmant ainsi que nous sommes sur la bonne voie avec notre manière de faire de la politique, qui est résolument libérale et bourgeoise.

L'alliance de droite est la clé du succès à Berne



par Manfred Bühler
Président UDC Berne
Cortébert (BE)



Les élections cantonales bernoises du 27 mars dernier l'ont à nouveau montré : une large alliance des forces politiques de droite permet de mettre la gauche en échec.

Au plan du Grand Conseil, l'UDC reste fermement ancrée à la première place avec 25,8% des voix et 44 sièges, en recul de seulement deux unités. Le PS quant à lui a par exemple perdu pas moins de 6 sièges. Le canton étant divisé en 9 cercles élec-

toraux comptant entre 12 et 27 sièges, les résultats régionaux diffèrent les uns des autres. L'UDC progresse dans quatre cercles et recule dans cinq, généralement dans ceux sans apparentements. La plus forte progression est enregistrée en Haute-Argovie avec +2.7%. Un large apparentement y a réuni UDC, PLR, Centre et UDF. Dans le Jura bernois, l'UDC progresse de 1.7%

et dépasse pour la première fois 30% des voix, avec un apparentement UDC-PLR.

Au plan du gouvernement, une alliance UDC-PLR-Centre-UDF a présenté une liste à quatre (pour 7 sièges). La majorité de droite, reconquise en 2016 avec l'élection de Pierre Alain Schnegg, a été solidement conservée. La nouvelle candidate du Centre Astrid Bärtschi a été brillamment élue au premier tour avec les trois sortants Philippe Müller (PLR), Christoph Neuhaus (UDC) et Pierre-Alain Schnegg (UDC).

L'UDC doit donc travailler partout et tout le temps à forger des alliances solides avec les autres partis afin de gagner des majorités de droite !



Le conseiller d'Etat de Moutier Pierre Alain Schnegg a été brillamment réélu le 27 mars 2022 au Conseil-exécutif du canton de Berne.

L'apport de l'UDC a été décisif dans le succès de l'Alliance vaudoise



par Kevin Grangier
Président UDC Vaud
Noville (VD)



Après 11 ans de domination rose-verte, le Conseil d'Etat vaudois a reviré au centre-droite grâce à l'Alliance vaudoise (PLR-UDC-Le Centre) qui a pu faire élire quatre de ses candidats au gouvernement. Malgré le fait que l'apport de voix UDC a été décisif dans la victoire du centre-droite, notre candidat Michaël Buffat n'a pas obtenu de siège au Conseil d'Etat.

Au Grand Conseil, l'UDC a obtenu 23 sièges sur 150, soit une diminution de 2 mandats par rapport à la législature précédente. Tant pour envisager progresser au Grand Conseil et regagner un siège au Conseil d'Etat, le défi de l'UDC vaudoise sera de pouvoir gagner des parts électorales dans les villes et agglomérations. La clé du succès réside en ville.

Malgré tout, le centre-droite est désormais majoritaire tant au Conseil d'Etat qu'au Grand Conseil vaudois est l'influence de l'UDC sera déterminante pour permettre à ses alliés de trouver des majorités. A nous d'en faire un bon usage.



Le conseiller national et candidat au Conseil d'Etat Michaël Buffat lors d'une soirée électorale, en compagnie des membres et amis de l'UDC Vaud.



NON !

À LA LOI SUR LE CINÉMA

**PATERNALISTE, INJUSTE ET
PROTECTIONNISTE**

le 15 mai
loi-cinema-non.ch